

Madame la Directrice Générale,

En 2013, le gouvernement a lancé le Plan France Très Haut Débit, dont la réussite est capitale pour le développement et l'attractivité des territoires. En tant que gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur 95% du territoire national, Enedis s'est engagée auprès de l'ARCEP, des administrations, des collectivités territoriales, des opérateurs et des entreprises de télécommunications pour contribuer activement à l'aménagement numérique du territoire par le déploiement de la fibre optique sur les poteaux électriques. Ce dispositif est opérationnel sur l'ensemble du territoire, pour tous les opérateurs.

La crise sanitaire a renforcé la nécessité de proposer un accès à Internet de qualité à l'ensemble des français, que ce soit pour des raisons professionnelles, familiales, sociales ou médicales. Afin d'accompagner les acteurs du plan France THD vers cet objectif commun, Enedis a récemment doublé la durée de validité des études techniques et mis en œuvre une entraide entre territoires pour réduire au maximum l'impact de la crise sur les délais de déploiement. Enedis a ainsi permis aux opérateurs de déployer la fibre optique sur les appuis électriques, dans la continuité, tout au long de la crise sanitaire. Dans le respect de la sécurité électrique, de la préservation mécanique des ouvrages électriques et de la neutralité économique de notre action en faveur du THD pour les usagers du réseau électrique, de nouvelles dispositions techniques et opérationnelles ont aussi été mises en œuvre pour simplifier et accélérer les déploiements du réseau fibre et faciliter le raccordement des clients à la fibre.

Sur ce sujet, l'ARCEP a lancé en décembre 2020 une consultation publique sur « La réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire » à propos de laquelle nous vous adressons la contribution d'Enedis. Cette contribution porte sur la question 10 de la consultation.

Le modèle contractuel d'accès aux appuis communs électriques prévoit la possibilité d'anticiper les futurs raccordements clients ou de régulariser leur réalisation a posteriori, entre J et J+30.

Dans le premier cas, l'opérateur signataire de la convention modélise dans l'étude mécanique la charge liée aux raccordements clients à venir. Soit par l'ajout d'un « forfait » de 30 daN qui, si l'étude est validée par Enedis, donne lieu à la pose d'un bandeau vert. Soit « au réel » si l'opérateur a la connaissance précise du (ou des) raccordement(s) à venir. Un bandeau vert ne peut pas être posé sur un appui commun s'il n'y a pas eu d'étude validée par Enedis intégrant le forfait 30 daN.

Le retour d'expérience d'Enedis montre que les calculs mécaniques réalisés en amont permettent de fiabiliser l'accès à l'infrastructure électrique, en sécurité et dans le respect de la réglementation. La réalisation des calculs mécaniques en amont - notamment pour les supports déjà prévus pour accueillir du réseau fibre - permet d'optimiser les phases de relevé terrain (déjà effectué pour le réseau) et de production d'études (simple ajout du forfait 30 daN au moment du calcul) et donc de réduire les coûts associés. C'est aussi un moyen efficace de préparer de manière collective et pérenne l'infrastructure aux raccordements clients et d'éviter aux opérateurs d'avoir à produire autant d'études au réel qu'il y a de clients, avec un impact sur les coûts au global et potentiellement des disparités à gérer selon les OC.

Dans le deuxième cas, l'opérateur signataire de la convention est responsable de la transmission à Enedis dans les 30j suivant la réalisation du raccordement client d'une étude mécanique, pour contrôle. Comme précédemment, celle-ci peut être faite au « forfait » ou « au réel ». Les régularisations a posteriori par les opérateurs signataires de la convention sont aujourd'hui difficilement mises en œuvre. Enfin, la régularisation a posteriori peut amener l'opérateur signataire de la convention à devoir retirer le câble de raccordement client si l'utilisation du support n'est pas autorisée après la réalisation et le contrôle de l'étude.

Les règles décrites ci-dessus sont valables pour n'importe quel support du Réseau Public de Distribution d'Electricité, qu'il accueille du réseau fibre et du raccordement client ou du raccordement client uniquement.

Nous restons à l'entière disposition de vos services pour échanger sur ces sujets.

Soyez assurée, Madame la Directrice Générale, de la pleine mobilisation de nos équipes aux côtés de l'ARCEP et des parties prenantes du plan France THD pour contribuer activement à l'aménagement numérique du territoire.

Ce message est destiné exclusivement aux personnes ou entités auxquelles il est adressé et peut contenir des informations privilégiées ou confidentielles. Si vous avez reçu ce document par erreur, merci de nous l'indiquer par retour et procéder à sa destruction.

This message is intended for the use of the individual or entity to whom it is addressed and may contain information, that is privileged or confidential. If you have received this communication by mistake, please notify us immediately by electronic mail, and delete the original message.

Privé	Libre	Interne	Restreint	Confidentiel
	X			